

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1926.

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LA DATE DES ÉLECTIONS COMMUNALES ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. ERNEST.

MESSIEURS,

La proposition de loi tendant à avancer au troisième dimanche de septembre la date des élections communales a réuni une majorité dans cinq sections. Elle avait pourtant soulevé différentes objections : des membres estimant qu'il n'y a pas lieu de modifier l'article premier des lois relatives aux élections communales coordonnées par arrêté royal du 21 février 1921 qui fixe les dites élections au deuxième dimanche d'octobre.

La Section centrale s'est livrée à un examen approfondi des dites objections. Mais, préalablement, elle a tenu à affirmer ce principe que le souci qui devait, essentiellement, dominer tout examen de la question, devrait être d'assurer la participation du plus grand nombre possible d'électeurs aux opérations électorales. Plus que tout autre, en effet, un scrutin électoral communal peut être faussé par l'absence d'une catégorie d'électeurs.

Or, d'enquêtes faites, il résulte qu'aux élections communales d'octobre 1921, dans certaines localités, plus de dix pour cent des électeurs étaient éloignés pour des raisons professionnelles.

M. le Ministre de l'Intérieur ayant, d'autre part, consulté les autorités provinciales, a reçu de celles-ci l'assurance que, dans tout le pays, c'est au cours de septembre que l'exode de citoyens belges vers l'étranger se manifeste le moins. C'est donc en septembre que le plus grand nombre de Belges se trouvent au pays.

Des pétitions émanant d'administrations communales balnéaires demandent le rejet de la proposition en se basant sur le tort qui pourrait résulter pour les dites localités du départ anticipé de certains villégiateurs. Or, la participation de ceux-ci aux élections ne les contraint nullement à agir ainsi, voire même s'ils avaient une candidature à défendre, les distances n'étant jamais bien considérables et les relations ferroviaires généralement aisées.

(1) Projet de loi, n° 186.

(2) La Section centrale, présidée par M. Hallet, était composée de MM Allewaert, Missiaen, Debunne, Ernest, Chalmet et Pussemier.

Cet argument a déjà perdu grandement de sa valeur, d'ailleurs, depuis le vote de la loi fixant la clôture des vacances judiciaires au 15 septembre.

Se rendant compte du peu de fondement de l'objection soulevée, les dites administrations communales abandonnent leur proposition première du maintien de la date du deuxième dimanche d'octobre. Ils reconnaissent que beaucoup d'électeurs des campagnes se trouvent alors momentanément à l'étranger et ne peuvent exercer leur droit de vote. Et ils proposent de fixer les élections communales à fin avril ou au début de mai.

Pareille solution serait moins favorable encore, surtout pour la bonne gestion des affaires communales.

Mais, ont objecté des adversaires de la proposition, l'article 4 de la loi fait devoir à certains magistrats de présider le bureau principal et, par conséquent, les astreints à des formalités préliminaires aux opérations de vote, qui exigent leur présence. Ce serait donc réduire leurs vacances.

Il est utile de rappeler que le dit article 4 ne vise que les communes des chefs-lieux d'arrondissement ou de canton judiciaire. Et, tout en désignant des magistrats, leur donne le droit de se faire remplacer. Ce droit de remplacement va même jusqu'à leur permettre de désigner de simples électeurs comme président du bureau principal.

Dans toutes les autres communes, le président du bureau principal est nommé par le juge de paix du canton parmi les électeurs de la commune.

On peut donc dire que, en fait, aucun magistrat ne sera privé de vacances par la modification de date proposée. Si même le contraire était vrai, il n'y aurait guère lieu de s'arrêter à cette objection, l'intérêt particulier devant céder le pas à l'intérêt général, qui exige la participation du plus grand nombre d'électeurs.

Le seul membre de la Section centrale qui a voté contre la proposition a basé son opposition sur l'argumentation développée dans la note jointe au présent rapport.

Il lui a été objecté que la loi accorde soixante jours aux Députations permanentes pour statuer sur la validité des élections.

Au cas où, à raison de la décision prise par cette autorité, il devrait être procédé à une nouvelle élection, celle-ci ne pourrait avoir lieu avant le 1^{er} janvier. De ce fait, les pouvoirs de l'ancien conseil communal seraient prorogés, contrairement à l'avis du corps électoral.

De plus, la proposition a pour effet d'accorder davantage de temps au pouvoir central pour assurer la nomination des bourgmestres à la date du 1^{er} janvier. Ce qui constitue une assurance de bonne gestion administrative.

Quant à vouloir fixer une date qui agréerait à l'unanimité des électeurs, comme le demande notre collègue opposant, personne n'y a songé. La Section centrale s'est bornée à rechercher la date la plus favorable, concordant avec la présence au pays du plus grand nombre d'électeurs.

C'est dans cet ordre d'idées qu'elle s'est ralliée à la proposition et vous propose son adoption.

Le Rapporteur,
VICTOR ERNEST.

Le Président
MAX HALLET.

NOTE DE LA MINORITE.

Depuis le 30 mars 1836, les élections communales ont été, sauf en cas de dissolution des conseils, fixées à la fin du mois d'octobre et les candidats élus sont entrés en fonctions le 1^{er} janvier qui suivait l'élection.

Ces deux dates : fin octobre et 1^{er} janvier, ont été décidées, d'une part, pour donner aux députations permanentes et éventuellement au pouvoir central le temps qui leur était nécessaire pour statuer sur la validité des élections et, d'autre part, pour rapprocher autant que possible la date de l'entrée en fonction des candidats nommés de celle de l'élection.

L'intervalle qui existe déjà maintenant entre ces deux dates est long; les affaires communales sont, pendant plus de deux mois, conduites par des mandataires dont les électeurs auront désavoué souvent la gestion antérieure.

Les difficultés qui en résultent sont aggravées par le fait que le Gouvernement annule des décisions importantes qui sont prises dans cet intervalle par les conseils dont le mandat expirera le 1^{er} janvier.

La bonne gestion des affaires communales et le respect qui est dû à la volonté qui est exprimée par le corps électoral exigeraient même que l'intervalle qui existe aujourd'hui entre la date de l'élection et celle de l'entrée en fonctions soit abrégé.

Or, la proposition qui nous est soumise par l'honorable M. Carlier et ses collègues l'allonge.

Je ne puis donc m'y rallier d'autant plus que la date qu'il propose n'agrée pas plus à l'unanimité des électeurs que toutes les autres dates qui pourront d'ailleurs être proposées.

La date traditionnelle de la fin octobre me paraît encore être celle qui offre le moins d'inconvénients.

LIONEL PUSSEMIER.

(N° 268)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1926.

Wetsvoorstel tot wijziging van den datum der gemeenteverkiezingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER ERNEST.

MIJNE HEEREN,

In vijf Afdeelingen heeft de meerderheid zich uitgesproken ten gunste van het wetsvoorstel waarbij de datum der gemeenteverkiezingen wordt gebracht op den derden Zondag van September. Er werden nochtans vele opmerkingen tegeningebracht, daar sommige leden oordeelden dat er geen reden bestond om artikel 1 van de wetten betreffende de gemeenteverkiezingen, samengeordend bij Koninklijk besluit van 21 Februari 1921, waarbij de gemeenteverkiezingen gesteld zijn op den tweeden Zondag van October, te wijzigen.

De Middenafdeeling heeft die opwerpingen grondig onderzocht. Maar vooraf heeft zij het beginsel willen bevestigen dat de bekommernis, die bij het onderzoek van dit vraagstuk uiteraard moest overheerschen, moet zijn, van aan een zoo groot mogelijk getal kiezers de gelegenheid te verschaffen deel te nemen aan de kiesverrichtingen. Inderdaad, meer dan welke andere, kan eene gemeenteverkiezing op valsehe gronden berusten door de afwezigheid van eene categorie kiezers.

Welnu, uit een gedaan onderzoek blijkt, dat bij de gemeenteverkiezingen van October 1921, in sommige gemeenten, meer dan tien ten honderd van de kiezers afwezig waren om beroepsredenen.

De Minister van Binnenlandsche Zaken heeft anderzijds de provinciale overheid geraadpleegd, en heeft van deze de verzekering gekregen dat, voor het geheele land, vooral in de maand September de Belgische ingezetenen het minst naar het buitenland trekken. Het is dus in September dat het grootste getal Belgen zich in het land bevinden.

Verzoekschriften, uitgaande van gemeentebesturen van badplaatsen, vragen de verwerping van het wetsvoorstel wegens het nadeel dat voor deze gemeenten zou kunnen voortspruiten uit een vervroegd vertrek van sommige zomergasten. Welnu, de deelneming aan de verkiezingen verplicht dezen niet zulks te doen, zelfs niet wanneer zij hunne candidatuur te verdedigen hadden, daar de afstanden nooit zeer aanzienlijk en de spoorwegverbindingen over het algemeen gemakkelijk zijn.

(1) Wetsvoorstel, n° 186.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit de heeren Allewaert, Missiaen, Debunne, Ernest, Chalmet en Pussemier.

Dit argument heeft overigens reeds veel van zijn waarde verloren sedert de aanneming van de wet waarbij het sluiten van den rechterlijken verloftijd vastgesteld is op 15 September.

Daar zij de ongegrondheid van de aangevoerde opwerping inzien, hebben voornoemde gemeentebesturen hun eerste voorstel, het behoud van den datum op den tweeden zondag van October, laten varen. Zij geven toe dat vele kiezers van den buiten zich alsdan tijdelijk in het buitenland bevinden en van hun stemrecht geen gebruik kunnen maken. En zij stellen voor, de gemeenteverkiezingen te doen plaats hebben eind April of begin Mei.

Dergelijke oplossing zou nog slechter zijn, vooral voor het goede beheer der gemeentezaken.

Maar, hebben de tegenstanders van het voorstel gezegd, artikel 4 van de wet legt aan sommige magistraten op, het hoofdbureel voor te zitten, en verplicht hen dienvolgens tot formaliteiten die de kiesverrichtingen voorafgaan en waarbij hunne aanwezigheid vereischt is. Alzoo zou hun verloftijd worden ingekort.

Onnoodig er op te wijzen dat dit artikel 4 enkel slaat op de gemeenten van de hoofdplaatsen van een arrondissement of een rechterlijk kanton. Het wijst voorzeker magistraten aan, maar geeft hun ook het recht zich te doen vervangen. Dit recht gaat zelfs zoo ver, dat zij eenvoudige kiezers mogen aanduiden als voorzitters van de hoofdbureelen.

In al de overige gemeenten, wordt de voorzitter van het hoofdbureel aangeduid door den vrederechter onder de kiezers van de gemeente.

Men mag dus zeggen dat feitelijk geen enkel magistraat van zijn vacantie zal beroofd worden door de voorgestelde wijziging van datum. Moest zelfs het tegendeel waar zijn, zou dit nog geen reden wezen om zich bij die opwerping neer te leggen, daar het persoonlijk belang hier moet plaats maken voor het algemeen belang, dat de deelneming eischt van het grootst mogelijk getal kiezers.

Het eenige lid van de Middenafdeeling dat tegen het voorstel gestemd heeft, steunde zijn verzet op de argumentatie uiteengezet in de bij dit verslag toegevoegde nota.

Hem werd geantwoord dat de wet aan de Bestendige Deputaties zestig dagen verleent om uitspraak te doen over de geldigheid der verkiezingen.

In geval dat, om reden van eene beslissing door deze overheid getroffen, tot eene nieuwe verkiezing zou moeten overgegaan worden, zou deze niet kunnen plaats hebben vóór 1 Januari. Daardoor zou de macht van den ouden gemeenteraad verlengd worden tegen de meening van het kiezerskorps in.

Bovendien, heeft het voorstel voor doel meer tijd te verleenen aan de centrale overheid om de benoeming te verzekeren van de burgemeesters op den datum van 1 Januari. Dit is een waarborg voor een goed bestuurlijk beheer.

Wat nu betreft een datum vast te stellen, die voor al de kiezers zou passen, zooals onze collega vraagt, daaraan heeft niemand gedacht. De Middenafdeeling heeft er zich bij bepaald den besten datum te zoeken, die overeenkomt met de aanwezigheid in het land van het grootst getal kiezers.

In dien zin heeft zij zich aangesloten bij het voorstel, en verzoekt zij u het te willen goedkeuren.

De Verslaggever,
VICTOR ERNEST.

De Voorzitter,
MAX HALLET.

NOTA VAN DE MINDERHEID.

Sedert 30 Maart 1836, zijn de gemeenteverkiezingen vastgesteld op het einde der maand October — behalve in geval van ontbinding der raden — en de gekozen kandidaten beginnen hun ambt den 1ⁿ Januari volgende op de verkiezing.

Deze twee datums : einde October en 1 Januari, werden vastgesteld, eensdeels, om aan de Bestendige Deputatiën en desgevallend ook aan het Hoofdbestuur den vereischten tijd te laten tot geldigverklaring der verkiezingen en, anderdeels, om den datum der waarneming van het ambt zoo dicht mogelijk bij den datum der verkiezing te brengen.

Het tijdsverloop tusschen deze twee datums is heden ten dage reeds vrij lang; de gemeentezaken worden inderdaad gedurende meer dan twee maanden beheerd door mandatarissen wier vroeger beheer niet zelden door de kiezers werd afgekeurd.

De daaruit volgende bezwaren worden nog verergerd door het feit, dat de Regeering belangrijke beslissingen kan te niet doen, welke binnen dit tijdsverloop genomen werden door gemeenteraden waarvan het mandaat op 1 Januari zal ophouden.

Ten aanzien van den goeden gang der gemeentezaken, alsmede van den eerbied welke verschuldigd is aan den uitgedrukten wil van het kiezerskorps, zou zelfs het thans bestaande tijdsverloop tusschen den datum der verkiezing en dien der waarneming van het ambt moeten verkort worden.

Nu, het voorstel dat ons door den achtbaren heer Carlier en zijne collega's wordt voorgelegd, verlengt nog bedoelden termijn.

Ik kan er mij dus niet bij aansluiten, vooral daar de voorgestelde datum even min de eensgezindheid der kiezers bekomt als de overige datums welke kunnen voorgesteld worden.

De gebruikelijke datum van einde October schijnt nog het minst bezwaren op te leveren.

LIONEL PUSSEMIER.
